

Note trimestrielle de conjoncture Insee Poitou-Charentes



Juillet 2013 - n°03

Au 1^{er} trimestre 2013, certains indicateurs de l'activité économique ont légèrement verdi

En Poitou-Charentes, les créations d'emplois sont à nouveau à l'ordre du jour et le redémarrage de l'intérim augure peut-être de meilleurs lendemains. Si les mises en chantier de logements sont toujours sur une tendance à la baisse, le secteur du B.T.P bénéficie de l'activité du chantier de la ligne à grande vitesse reliant Tours à Bordeaux. Les hôtels enregistrent une activité satisfaisante pour la saison. Les créations d'entreprises traditionnelles confirment leur reprise entamée au 4^e trimestre 2012.

Mais la reprise de l'emploi régional n'est pas encore suffisante pour endiguer la hausse du chômage dont le taux progresse encore sur la période dans tous les départements.

Au niveau national, la conjoncture en 2013 reste mal orientée, les prévisions indiquent la persistance des suppressions d'emplois et une poursuite de la hausse du chômage.

Didier Lampin, Insee Poitou-Charentes

Synthèse générale

Après le record du dernier trimestre, les exportations enregistrent au 1^{er} trimestre 2013 un recul dû à la saisonnalité des ventes de cognac. Elles ont diminué de 4,1 % (en glissement trimestriel) tandis que les importations se sont inscrites en légère baisse (-1,2 %).

Selon la Banque de France l'activité industrielle régionale a poursuivi depuis le début de l'année les tendances observées en 2012, c'est à dire une alternance entre mois peu porteurs et mois plus dynamiques. Le taux d'utilisation des capacités de production s'est raffermi depuis le début de l'année 2013 mais il reste ancré loin de sa moyenne de long terme. Un ancrage persistant à des niveaux bas peut avoir des conséquences - à terme - sur le renouvellement des capacités de production, donc sur l'investissement productif et par voie de conséquence sur l'emploi.

De même les services marchands ont enregistré des diminutions d'activité pendant les premiers mois de l'année.

Les difficultés éprouvées par les entreprises sont toujours très prégnantes. Le nombre de demandes de délais de paiement des cotisations sociales patronales s'est renforcé durant le premier trimestre, ainsi que le nombre de défaillances d'entreprises. Les montants d'impayés sont cependant en baisse mais cette évolution cache un nombre croissant de petites entreprises émettrices d'impayés.

L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands non agricoles s'est légèrement amélioré durant le 1^{er} trimestre 2013. L'emploi dans le secteur de la construction tire maintenant pleinement parti des effets du chantier de la LGV. L'emploi dans l'industrie s'est également redressé. L'activité supplémentaire de ces deux secteurs entraînent l'emploi intérimaire. Le travail temporaire s'est en effet renforcé durant le 1^{er} trimestre et la reprise semble persister durant le 2^e trimestre 2013, comme en attestent les déclarations d'embauches préalables aux Urssaf.

Le marché du travail reste tendu dans la région comme dans ses départements. En mars 2013, le volume cumulé sur un an, des demandeurs d'emplois de catégorie A, B, C a augmenté moins vite qu'au niveau métropolitain. Les hommes ont davantage que les femmes contribué à l'accroissement des demandeurs d'emplois. Mais ce sont surtout les personnes de 50 ans et plus qui payent le prix fort de la récession.

Les offres d'emplois (gérées par Pôle Emploi) présentent une orientation baissière qui n'a été atténuée que par une recrudescence des offres d'emplois durables, liée à l'activité du chantier de la LGV. Les perspectives restent donc incertaines dans la mesure où le pic de recrutement du chantier a été atteint et qu'il s'agira bientôt de réorienter et de reclasser progressivement les salariés concernés.

Le contexte national

En France, le PIB a reculé de 0,2 % au 1^{er} trimestre 2013, pour le 2^e trimestre consécutif. Les exportations ont reculé (-0,4 % après -0,7 %), en raison notamment de la forte baisse des importations allemandes, et la consommation des ménages a stagné (-0,1% après +0,1 %), malgré la forte progression des dépenses des ménages en énergie (+5,0 %), du fait des températures plus rigoureuses qu'à l'habitude début 2013. Côté offre, la production manufacturière a continué de se replier (-0,1 % après -2,1 %) et l'activité a ralenti dans les services, pénalisée par le manque de vigueur de l'activité industrielle et de la demande des ménages.

D'ici fin 2013, la demande intérieure continuerait de manquer de tonus, mais le recul de l'activité s'interromprait néanmoins. Ainsi, au 2^e trimestre 2013, grâce au rebond des exportations (+1,3%) et à la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière, l'activité se redresserait (+0,2 % après -0,2 %). En 2013, le pouvoir d'achat des ménages se stabiliserait. Il bénéficierait de la baisse marquée de l'inflation mais resterait pénalisé par la dégradation du marché du travail : d'ici fin 2013, plus de 110 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage dépasserait 11,0 %.

Le contexte international

Au 1^{er} trimestre 2013, l'activité dans les pays avancés a rebondi comme attendu (+0,4 % après 0,0 %). Elle a en revanche été décevante dans les économies émergentes, notamment en Chine. En particulier, l'accélération de l'activité a été nette au Japon grâce au redémarrage des exportations et aux États-Unis, soutenue par une consommation des ménages particulièrement dynamique malgré le durcissement fiscal.

Dans la zone euro, l'activité s'est repliée, pour le 6^e trimestre consécutif, à un rythme toutefois moindre qu'au trimestre précédent (-0,2 % après -0,6 %). Les situations nationales sont contrastées : l'activité allemande a seulement rebondi de 0,1 % et les importations allemandes se sont nettement repliées. L'activité a reculé en France (-0,2 %) et encore plus en Espagne et en Italie (-0,5 % et -0,6 %).

L'activité mondiale devrait rester robuste d'ici fin 2013, avec un dynamisme sans excès dans les économies émergentes, une expansion aux États-Unis (autour de +0,5 % par trimestre) et plus encore au Japon (+0,6 % par trimestre). L'activité dans la zone euro devrait connaître aussi un léger mieux d'ici fin 2013 (+0,1 % par trimestre).

Encadré

L'ouverture du grand chantier de la LGV est entrée dans sa phase opérationnelle au printemps 2012. Le consortium Coséa [groupement d'entreprises chargé de la conception et de la construction de la ligne, qui sera présent pendant la phase de chantier jusqu'à la mise en service de la ligne en 2017] a alors fait appel à de la main d'œuvre provenant de ses établissements existants (régionaux ou extrarégionaux) ainsi qu'à un large volant de main d'œuvre embauchée localement sur le projet.

Ces emplois nouveaux dont le volume a suivi la montée en charge du chantier, ont été enregistrés dans un premier temps - en 2012 - dans un établissement hors région. Ils n'ont pu être localisés dans la région qu'à partir de janvier 2013 lors de la création d'établissements employeurs spécifiques (implantation des sociétés concessionnaires à Poitiers). Dès lors, l'évolution de la série régionale de l'emploi dans le secteur de la construction présente un léger à-coup entre le 4^e trimestre de 2012 et le 1^{er} trimestre de 2013. Les séries départementales sont davantage perburgées, notamment pour la Charente et la Vienne qui regroupent le principal des embauches locales.

Le consortium a également fait appel à de nombreux sous-traitants ou prestataires tant régionaux qu'extrarégionaux. La plupart des mouvements d'emploi (directs et indirects) régionaux résultants de l'activité du chantier ont été implicitement perçus par les outils statistiques existants (par exemples : un sous-traitant régional recrutant pour satisfaire la commande ; une agence régionale d'intérim augmentant ses effectifs ; un restaurateur régional augmentant son volant d'emploi,...) et localisés à bon escient dans la région.

Emploi

Les créations d'emplois sont à nouveau à l'ordre du jour

En Poitou-Charentes, après six trimestres consécutifs, les pertes d'emplois dans les secteurs marchands se sont arrêtées au 1^{er} trimestre 2013. Mieux, près de 520 emplois, nets des destructions, ont été créés sur la période (+0,1 % en glissement trimestriel). Hors intérim, les pertes d'emplois marchands sont également stoppées, les gains atteignent près de 400 postes (+0,1 % en glissement trimestriel). Cependant, sur un an, les secteurs principalement marchands affichent toujours un recul significatif de l'emploi. Ainsi 1 500 postes ont disparu (-0,4 % en glissement annuel). L'emploi dans la région affiche cependant un bilan moins mauvais qu'au plan métropolitain (-0,7 % soit 110 000 postes disparus).

Le regain d'activité dans la construction et l'industrie est bénéfique à l'emploi

L'emploi dans la construction augmente au 1^{er} trimestre : +330 postes, soit +0,9 % en glissement trimestriel. Cette franche embellie est en partie due à la mise en œuvre des travaux de terrassement du grand chantier de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) qui reliera Tours à Bordeaux. Bien que ces travaux aient généré de l'emploi dans le secteur à partir du 2^e trimestre 2012, leur localisation dans la région et leur prise en compte n'a pu se concrétiser totalement qu'au 1^{er} trimestre 2013 [voir l'encadré]. Sur un an, le bilan du secteur est toujours négatif, la construction a détruit environ 320 postes (soit -0,8 % en glissement annuel). L'emploi dans l'industrie s'est légèrement amélioré (+0,1 % en glissement trimestriel), notamment en Charente (+0,7 %) et dans la Vienne (+0,4 %).

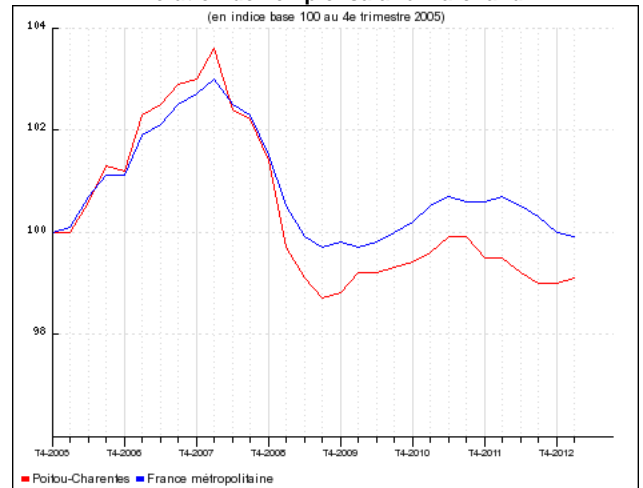
Le tertiaire marchand en hausse grâce à l'intérim

Dans le secteur de l'intérim, environ 110 postes ont été créés au 1^{er} trimestre, soit une hausse de 0,8 %. Cette amélioration pourrait être le signe d'un retournement. Certains indicateurs indiquant la poursuite du mouvement sont déjà perceptibles au 2^e trimestre. Mais il faudra en attendre la confirmation. Les intérimaires, comptabilisés dans le secteur tertiaire quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leurs missions, ont contribué ce trimestre à la hausse de l'emploi dans ce secteur.

Le secteur du commerce répète sa performance du dernier trimestre de 2012 où il avait porté les rares créations d'emploi. Il produit à nouveau des postes supplémentaires (100 postes, soit +0,1 % en glissement trimestriel).

Les «Services marchands hors intérim», qui avaient soutenu l'emploi durant la période de reprise, ont une évolution plutôt atone au 1^{er} trimestre 2013 (-0,1 % en glissement trimestriel).

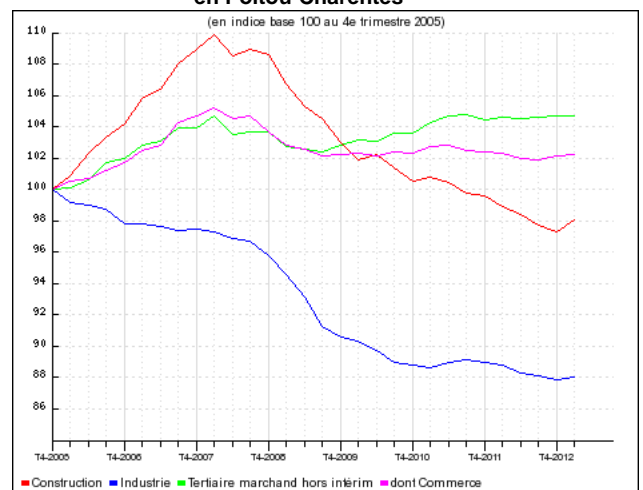
Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi

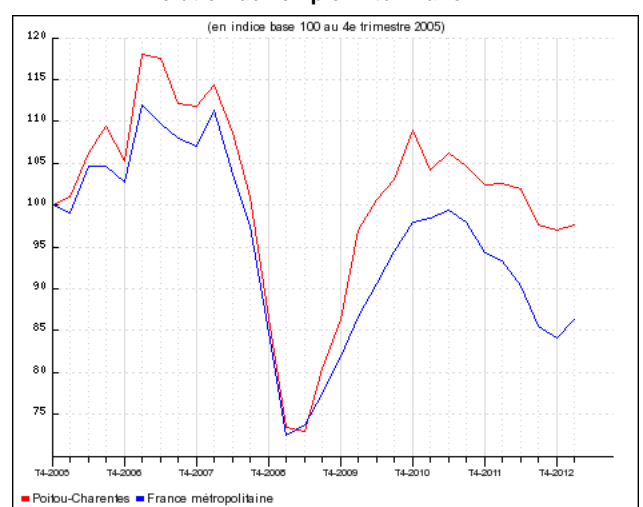
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Poitou-Charentes



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi

Marché du travail

Au 1^{er} trimestre 2013, le taux de chômage en Poitou-Charentes atteint 9,8 %, il reste inférieur à celui de la France métropolitaine (10,4 %).

Au 1^{er} trimestre de 2013, le **taux de chômage localisé** s'établit à 9,8 % de la population active de la région, soit un niveau significativement inférieur au taux métropolitain (10,4 % au sens du BIT). Le taux régional est en hausse de 0,2 point par rapport au 4^e trimestre de 2012 et de 0,7 point sur un an (respectivement : 0,3 point et 0,9 point pour la métropole).

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C augmente à un rythme moins rapide qu'au niveau national

En mars 2013, la région compte 128 685 demandeurs d'emploi (catégorie A, B et C), soit +2 935 par rapport à fin décembre 2012. Sur les trois derniers mois, l'augmentation du nombre d'inscrits à Pôle Emploi - dans ces catégories - atteint +2,3 %, contre +2,6 % au niveau métropolitain. Tous les départements sont concernés par cette augmentation du nombre d'inscrits, de +1,0 % au minimum en Charente à +2,9 % au maximum en Charente-Maritime et en Vienne, en passant par +2,0 % dans les Deux-Sèvres.

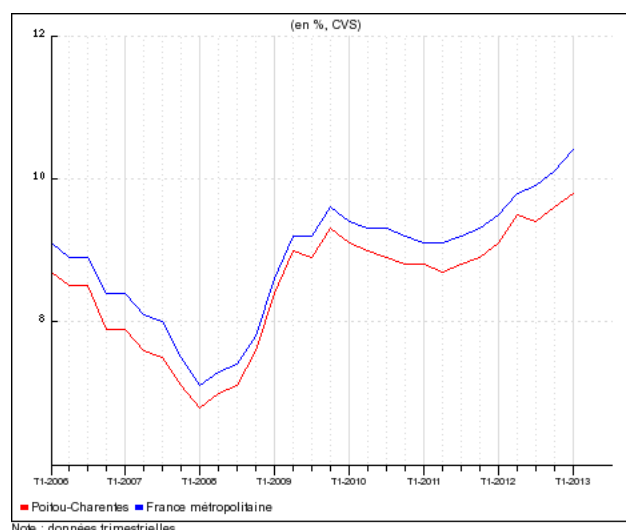
En moyenne régionale sur la période récente, les hommes ont été davantage concernés par la progression du nombre d'inscrits en catégorie A, B et C : +10,2 % sur un an contre +7,7 % pour les femmes, même si sur le 1^{er} trimestre 2013, les deux genres sont touchés presque pareillement. Toutes les tranches d'âge voient leur nombre de demandeurs d'emploi progresser durant le 1^{er} trimestre. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi progresse de +1,4 % (glissement trimestriel) dans la région. Les demandeurs d'emploi entre 25 et 49 ans progressent de +2,1 %, tandis que les demandeurs de «50 ans et plus» enregistrent la plus forte progression (+3,6 %).

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (+4,0 % en moyenne sur les trois derniers mois) est plus importante que celle du nombre d'inscrits depuis moins d'un an (+1,2 %). Fin mars, 41,4 % des demandeurs d'emploi de la région inscrits à Pôle Emploi l'étaient depuis plus d'un an (contre 43,1 % au niveau métropolitain). Cette catégorie s'est renforcée de +1,8 point en un an, en région Poitou-Charentes comme en métropole.

Tandis que les offres d'emplois se raréfient

Avec 18 660 offres, le nombre d'offres recueillies par Pôle Emploi durant le 1^{er} trimestre 2013 diminue de 5,0 % par rapport au trimestre précédent (-8,5 % pour la France métropolitaine). Sur le trimestre, seules les offres durables, c'est-à-dire celles concernant des emplois de 6 mois et plus, augmentent et encore timidement (+0,5 %). Les entreprises ont donc fortement réduit leurs besoins en main d'œuvre temporaire (contrats de moins de 6 mois). Sur un an, l'ensemble des offres dans la région baissent, cependant de façon moindre qu'au niveau de la métropole (-17,2 %).

Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et au taux de chômage localisé

Logements

Les mises en chantier des logements poursuivent leur recul

La tendance des mises en chantier au 1^{er} trimestre 2013 reste orientée à la baisse. La faiblesse des autorisations observée en 2012 se répercute sur l'activité proprement dite. Le nombre de logements mis en chantier depuis un an (avril 2012 - mars 2013) diminue de 13,1 % en Poitou-Charentes par rapport aux douze mois précédents. Tous les départements sont concernés par cette diminution : de -9,5 % en Charente-Maritime jusqu'à -23,2 % en Charente. Une hausse est néanmoins observée dans les mises en chantier de logements collectifs dont plusieurs programmes à La Rochelle, Royan ou Poitiers.

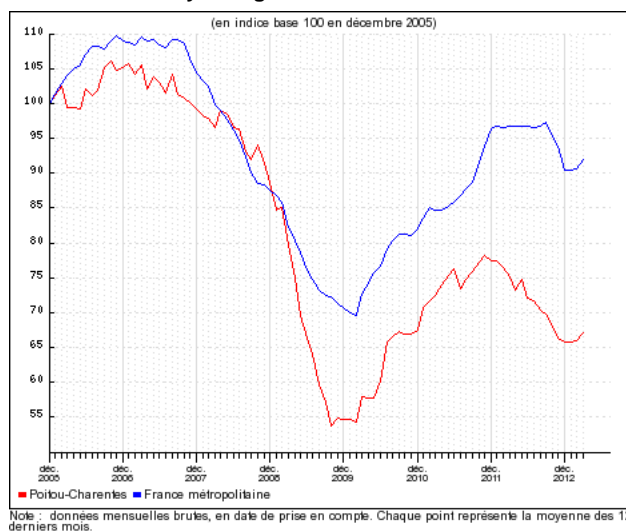
Après une activité sectorielle en forte diminution sur l'année 2012, les autorisations (en date de prise en compte) de construire des logements neufs se redressent durant le 1^{er} trimestre 2013, laissant espérer une possible amélioration dans les mises en œuvre effectives (ouvertures de chantiers) à venir.

Sur les 12 derniers mois, soit d'avril 2012 à mars 2013, un peu moins de 13 400 logements ont été autorisés en Poitou-Charentes, soit une baisse de 10,7 % par rapport aux douze mois précédents. Cette diminution résulte des baisses sensibles observées dans l'individuel groupé (-27,5 %) et dans le collectif (-31 %). L'individuel pur se maintient sur la période et les logements en résidence sont en nette progression. Les logements individuels (purs et groupés) sont largement majoritaires (73 %), la part du collectif s'élève à 19 %, et la part des logements en résidence s'établit à 8 %.

Sur cette période de 12 mois, les résultats restent contrastés sur l'ensemble du territoire de la région. En effet, la Charente-Maritime et les Deux-Sèvres enregistrent des baisses modérées de l'ordre de 5 % du nombre de logements autorisés alors que dans la Vienne, la baisse est de 19 % et en Charente, elle atteint 24 %. En Charente, tous les types de logement sont en baisse. Dans la Vienne, le collectif est en baisse et l'individuel est en hausse. Dans les Deux-Sèvres, le collectif est en hausse alors que l'individuel est en baisse. En Charente-Maritime, l'individuel et le collectif sont en baisse mais les logements en résidence permettent de limiter le recul. Toujours sur les douze derniers mois, la Charente-Maritime enregistre plus de la moitié (57 %) des autorisations de construire du Poitou-Charentes, la Vienne 17 %, les Deux-Sèvres 14 % et la Charente 12 %.

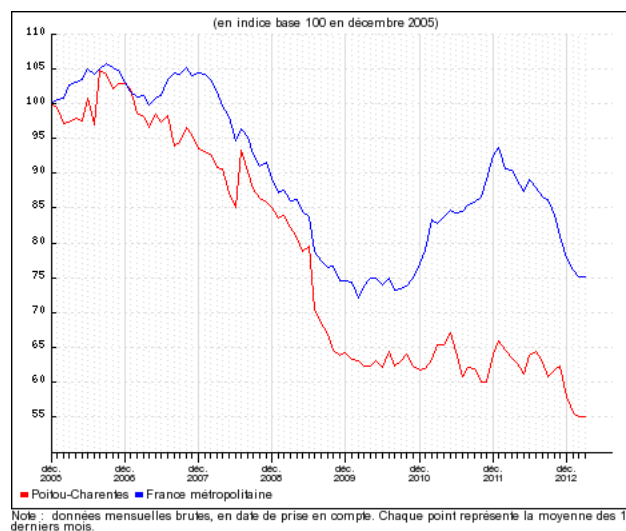
Sur le 1^{er} trimestre 2013, un peu plus de 4 100 logements ont été autorisés, soit 7 % de plus qu'au 1^{er} trimestre 2012. Ce résultat est néanmoins inférieur à ce qu'il était au 1^{er} trimestre 2011. Il est encore trop tôt pour savoir s'il s'agit juste d'une correction après une faible activité au second semestre 2012, ou le début d'une reprise durable. Ce sont les autorisations de maisons individuelles qui en ce début d'année augmentent sensiblement par rapport au premier trimestre 2012. Les quatre départements de la région enregistrent une hausse mais cette dernière n'est élevée que dans la Vienne. Les autorisations de logement se composent de 87 % de constructions neuves et de 13 % de travaux sur des constructions existantes.

Évolution du nombre de logements autorisés
En moyenne glissante sur 12 mois



Source : SoeS, [Sit@del](#)

Évolution du nombre de logements commencés
à la construction en moyenne glissante sur 12 mois



Source : SoeS, [Sit@del](#)

Tourisme

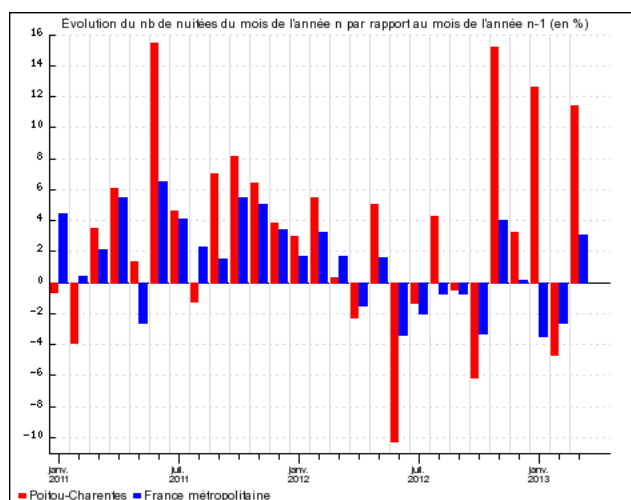
Après une très bonne année touristique en 2012, le premier trimestre de l'année 2013 s'ancre sous de très bons augures.

Sur le premier trimestre 2013, notamment durant les mois de janvier et de mars, la fréquentation hôtelière est restée très bien orientée, malgré une météo défavorable. Le mois de février s'est montré a contrario moins porteur. Ce sont en tout 43 000 nuitées supplémentaires - par rapport au 1^{er} trimestre 2012 - qui sont venues fournir de l'activité au secteur hôtelier, soit un accroissement de 6,1 %. Au contraire, sur l'ensemble du territoire métropolitain, la fréquentation s'est légèrement inclinée (-0,8 %), notamment en janvier et en février tandis que la fréquentation du mois de mars s'est accrue.

La hausse du mois de mars et la baisse enregistrée au mois de février par rapport à l'année 2012 s'expliquent en partie par le décalage d'une semaine des vacances d'hiver, profitant au mois de mars.

Tous les types de clientèle sont en progression sur la période. Les clients étrangers (+8,2 %) ont davantage renforcé leurs séjours dans les établissements hôteliers de la région que les clients français (+6,0 %). Dans tous les départements, la fréquentation hôtelière a progressé en nuitées (en glissement annuel) : la Charente et la Charente-Maritime de +4,5 %, les Deux-Sèvres de +6,4 % et la Vienne de +7,6 %. La forte hausse dans ce dernier département est en partie due au calendrier des vacances scolaires qui a permis de faire profiter au parc du Futuroscope de 5 jours supplémentaires de congés en début d'année par rapport à l'année précédente.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétroposées.

Sources : Insee, DGCS, partenaires régionaux

Entreprises

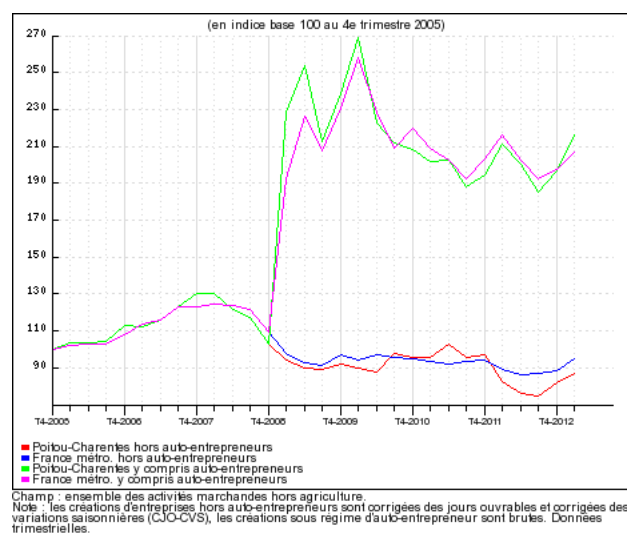
Comme au niveau national, au 1^{er} trimestre 2013, les créations d'entreprises traditionnelles semblent confirmer la reprise entamée au 4^e trimestre 2012.

Au 1^{er} trimestre 2013, ce sont 3 300 entreprises qui ont vu le jour en Poitou-Charentes, 60 % d'entre-elles étant des auto-entreprises. Ce trimestre, les entreprises traditionnelles (sociétés et entreprises individuelles) ont contribué à l'augmentation du nombre de créations, leur nombre s'accroît de 5,5 % (glissement trimestriel). Hormis les Deux-Sèvres où le nombre de créations d'entreprises traditionnelles continue de décroître tant en évolution trimestrielle qu'annuelle, les créations d'entreprises individuelles et de sociétés reprennent de la consistance dans les autres départements.

La création d'auto-entreprises reste toujours très vigoureuse. D'un trimestre sur l'autre, elle enregistre +12,7 % au niveau régional. Le haut niveau de créations atteint au 1^{er} trimestre 2012 sur le périmètre régional, a même été légèrement dépassé (+0,6 % en glissement annuel). Sur un an, la Charente-Maritime et la Vienne enregistrent cependant un reflux des créations d'auto-entreprises (respectivement : -2,1 % et -4,3 %) tandis que la Charente et les Deux-Sèvres en ont connu davantage.

Si les créations dans les activités industrielles sont légèrement moins nombreuses qu'au trimestre précédent (-1 %), elles augmentent dans les autres grands secteurs, notamment dans la construction (+14,0 %). Cependant les créations dans la construction continuent de pâtir des difficultés sectorielles, elles sont encore en léger retrait par rapport au 1^{er} trimestre 2012 (-1,9 %).

Créations d'entreprises

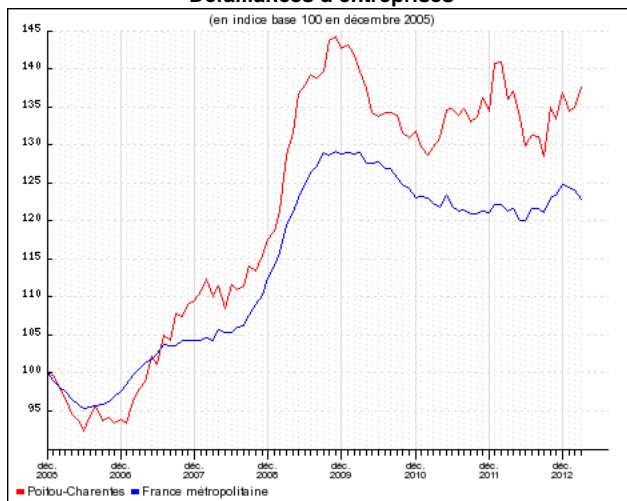


Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Les défaillances d'entreprises restent contenues, 433 procédures judiciaires ont été ouvertes au 1^{er} trimestre 2013.

Depuis le début de l'année 2013, la tendance - nombre de défaillances sur 4 trimestres glissants - des défaillances d'entreprises dans la région est restée pratiquement stable par rapport au trimestre précédent (+0,4 % glissement trimestriel) tandis qu'au niveau national elle s'oriente à la baisse (-1,5 %). Les situations départementales sont contrastées : la tendance s'établit en Charente à +6,8 % et en Deux-Sèvres à +7,1 %, tandis qu'elle est à la baisse en Charente-Maritime (-2,3 %) et en Vienne (-6,2 %).

Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 juin 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Sources : Fiben, Banque de France

Avertissement

L'Insee publie, depuis août 2009, le nombre cumulé de créations d'entreprises réalisées sous le régime de l'auto-entrepreneur depuis janvier 2009. Ce régime ayant été mis en place début 2009, les auto-entrepreneurs sont incorporés aux statistiques de créations d'entreprises depuis la publication portant sur le premier trimestre 2009. Toutefois, le modèle de désaisonnalisation de la série des créations est perturbé par le choc que constitue l'arrivée des auto-entrepreneurs dont on ignore le profil saisonnier. Par conséquent, seule la composante «hors auto-entrepreneurs» est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime de l'auto-entrepreneur.

Définition

Une entreprise est dite défaillante lorsqu'à la suite d'un dépôt de bilan, un jugement d'ouverture de redressement judiciaire est ouvert à son sujet, ce qui ne présage en rien du résultat de cette procédure. Une défaillance d'entreprise n'aboutit pas automatiquement à une cessation. L'évolution du nombre de défaillances n'est donc qu'un simple indicateur de la santé économique d'un secteur. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie (entre 10 % et 20 %), variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations d'entreprises.

Commerce extérieur

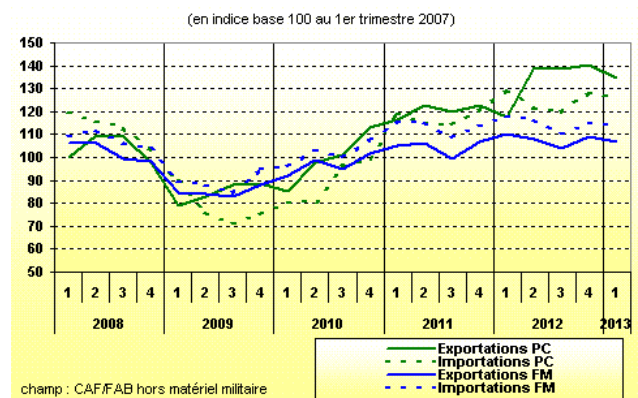
Les exportations enregistrent un recul dû à la saisonnalité des ventes de cognac.

Relativement au 1^{er} trimestre 2012, les exportations du Poitou-Charentes présentent une notable amélioration de +14,6 % (1,90 milliard d'euros) tandis que les importations reculent de -2,8 % (à 1,56 milliard d'euros).

Après le record du dernier trimestre, 2012, les exportations ont reculé (-4,1 %). Les ventes de boissons ont fortement diminué (leur baisse au 1^{er} trimestre est saisonnière), elles n'ont pas été compensées par l'augmentation notable d'autres postes même si les produits de la culture et de l'élevage ont enregistré un accroissement significatif des ventes à l'étranger. Les ventes de matériels ferroviaires roulants ont connu également, d'un trimestre à l'autre, une croissance appréciable (+10,8 %).

Au niveau régional, le secteur des boissons (442 M€) maintient sa place de premier poste d'exportations (yc livraisons intra-communautaires), le poids du poste ayant même tendance à croître. En effet, en 2009, les boissons représentaient 24 % de la valeur des exportations et elles en représentent 27 % en 2012.

Évolution du commerce extérieur



champ : CAF/FAB hors matériel militaire

Sources : Douanes